

Unité inter-départementale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
Subdivision environnement industriel ENV1

Toulouse, le 17/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EURALIS CEREALES**

Lieu-dit Auge  
31390 MARQUEFAVE

Références : 2022/416

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement EURALIS CEREALES implanté Lieu-dit Auge 31390 MARQUEFAVE. L'inspection a été annoncée le 25/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURALIS CEREALES
- Lieu-dit Auge 31390 MARQUEFAVE
- Code AIOT dans GUN : 0006802820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : /

La société EURALIS exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais. Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : zone de stockage d'engrais et zone reprise par la société DISTRIALIS

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- stockage d'engrais ;
- courrier de la société EURALIS du 22 avril 2022

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
modification des installations	Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 5

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
situation administrative	Lettre du 09/07/2021, rubrique 4702

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, aucun fait avec suite et 1 fait susceptible de suite a été relevé.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Par courrier du 22 avril 2022, la société EURALIS a informé, avoir cédé à la société DISTRIALIS, les activités relevant des rubriques 2710-1, 2718-2 et 4710-2 classées sous la régime de la déclaration et les activités relevant des rubriques 1436, 1510, 4130-2 et 4511 ne dépassant pas les seuils de classement. Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces activités sont exploitées par la société DISTRIALIS. Cependant, dans son courrier du 22 avril 2022, la société EURALIS n'a pas porté à la connaissance, l'impact qu'a cette modification sur les activités toujours exploitées par EURALIS. Il n'a notamment pas mis à jour le plan du site et n'a pas étudié s'il y avait des conséquences sur les prescriptions applicables aux installations (distances vis – à - vis des tiers, formation du personnel, zones d'effets liées au silos...). L'inspection a toutefois constaté que le bâtiment repris par la société DISTRIALIS se situe à l'opposé des installations toujours exploitées par la société EURALIS notamment les silos classés sous le régime de l'autorisation.  De plus, lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'engrais (non classés au titre de la rubrique 4702) au milieu du site. Bien que ce stockage soit matérialisé au sol, l'exploitant n'a pas porté ces éléments à la connaissance du préfet et ne l'a pas mentionné sur le plan du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 09/07/2021, rubrique 4702
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement rubrique 4702
<b>Prescription contrôlée :</b> extrait de la lettre préfectorale du 9 juillet 2021 :  <u>rubrique 4702-1,2 ou 3 : quantité 998 t (régime déclaration) :</u> Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U42-001-1. I. – Engrais composés à base de nitrate d'ammonium susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - de 15,75 % en poids ou moins sans limitation de teneur en matières combustibles ; - comprise entre 15,75 % et 24,5 % en poids et qui soit contiennent au maximum 0,4 % de matières organiques ou combustibles au total, soit sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 (*) du règlement européen. Ces engrais sont susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue selon le test en auge défini dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU) (voir Recommandations des Nations unies relatives au transport des marchandises dangereuses : Manual of Tests and Criteria, partie III, sous-section 38.2). II. – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %. III – Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids. La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t  <u>rubrique n° 4702-IV : quantité 1249 t (régime non classé) :</u> Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 250 t  <b>Constats :</b> Par courrier du 22 avril 2022, l'exploitant a indiqué que les installations relevant de la rubrique 4702 (engrais) ne sont pas classés. En effet, la lettre préfectorale du 9 juillet 2021 mettant à jour le classement des installations au titre des rubriques 4000 indique un classement au titre de la rubrique 4702 I, II ou III sous le régime de la déclaration pour une quantité maximale de 998T. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les quantités stockées d'engrais au cours des deux dernières années. Les quantités d'engrais stockés relevant de la rubrique 4702 ne dépassent pas le seuil de la déclaration. De plus, lors de la visite, l'inspection a constaté que les quantités présentes sur le site étaient également inférieures aux seuils de classement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet